

En conclusion...

La conclusion de ces deux tables rondes est revenue à un journaliste et à un enseignant chercheur. Le premier, **Gérard Courtois**, éditorialiste au *Monde*, a rappelé que ce qui fait une campagne électorale, c'est sa part d'imprévu absolu. Rien de nouveau donc en 2017, sauf que celle-ci a été dictée en partie par l'agenda judiciaire. Pour lui, au-delà des affirmations de contournement des médias, cette campagne est le triomphe de la télévision « qui en a rythmé tous les rebondissements ».

Mais le journaliste du *Monde* a aussi fait part de son découragement devant les fake news, compte tenu "de la très grande difficulté à les démentir" et de "la violence des échanges". Ce qui est pour lui "une incitation à faire encore mieux, à être encore plus scrupuleux dans la vérification, encore plus prudent dans l'équilibre de la pensée quand on analyse".

Arnaud Mercier, professeur en sciences de l'information à Paris II, a replacé sa conclusion dans une lecture globale des réseaux sociaux, qui permettent « une forme de revanche sociale contre ceux qui sont perçus comme des élites qui avaient jusqu'à présent seuls accès au pouvoir de s'exprimer ». Dans ce contexte il se demande si la professionnalisation de la formation des journalistes n'induit pas « une fracture de plus en plus grande entre un espace social qui se sent méprisé et des journalistes qui participent à cette représentation que les gens se font des élites ». Au-delà, il estime qu'on « ne peut plus ignorer que les fake news sont une façon de contester la démocratie avec les armes de la démocratie ». Il plaide donc pour une éducation aux réseaux sociaux comme il y a une éducation aux médias, voire « une formation continue sur le mode : vérifiez par vous-mêmes ». Et il dénonce la responsabilité des politiques ou de leurs proches qu'il accuse d'entretenir un « circuit de blanchiment qui donne une visibilité et une crédibilité à ces fausses informations ».